

Nantes, le 7 novembre 2011



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Investissements d'avenir – 2^{ème} vague de l'appel à projet IDEX IDEX IC West pas retenu : l'ouest désavantagé... La Région des Pays de la Loire propose une réunion d'urgence

Le projet d>IDEX IC WEST n'a pas été retenu dans le cadre de la 2^{ème} vague de l'appel à projets « IDEX ». La Région des Pays de la Loire regrette cette décision du jury du commissariat aux investissements d'avenir.

L'appel à projets « IDEX » désavantage l'Ouest qui présente un projet en réseau. On peut regretter que le Gouvernement soit resté prisonnier du dogme du site géographique unique. Pour convaincre, le projet IC WEST aurait dû aller plus loin dans son intégration interrégionale vers une université fédérale dans l'Ouest armoricain. Cela passait par une stratégie affirmée de l'enseignement supérieur et de la recherche à 10 ans, s'appuyant sur une gouvernance forte, la fusion des PRES breton et ligérien et des écoles doctorales, la définition d'une carte unique des formations de la licence au doctorat, une politique internationale commune ambitieuse, la mise en œuvre d'une université numérique unique...

« La Région a maintes fois rappelé ces principes qui sont partagés par tous les acteurs ligériens. Ils restent valables aujourd'hui malgré la décision du jury. La Région des Pays de la Loire pose à tous les acteurs universitaires des 2 régions la question des suites qu'ils veulent donner au projet d>IDEX. Pour notre part, nous restons favorables au choix stratégique de structurer et développer l'enseignement supérieur et la recherche à l'échelle des deux régions Bretagne et Pays de la Loire. C'est la dimension nécessaire à la fois pour renforcer les coopérations déjà engagées, rayonner au niveau national et international, et offrir aux populations une offre de formation complète et de qualité. » indique Christophe Clergeau, 1^{er} vice-président de la Région des Pays de la Loire en charge de l'économie et de l'innovation.

« La situation budgétaire des universités, et celle des établissements d'enseignement supérieur en général, nous inquiète. Depuis la loi LRU sur l'autonomie, la dégradation des finances des universités remet singulièrement en cause leur capacité à mener une politique offensive. Pire, leur paupérisation s'en trouvera encore accélérée par les dotations espérées au titre des investissements d'avenir qui ne viendront pas. C'est la double peine ! Nous appelons de nos vœux une nouvelle politique nationale qui donne aux établissements les moyens de réussir l'autonomie, de former 50% d'une classe d'âge au niveau L, et d'accompagner les projets de structuration collective. Rappelons que c'est à l'Etat qu'il appartient de construire dans l'Ouest un paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche de qualité. » souligne Mai Haeffelin, vice-présidente chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La Région saisira de ces questions la communauté académique des Pays de la Loire dès jeudi matin à l'occasion du bureau du CCRRDT et propose une réunion d'urgence des Régions ainsi que des agglomérations de Bretagne et des Pays de la Loire et des agglomérations.